



SETCa
FGTB



BBTK
ABVV



Secteur commerce : les employeurs foulent aux pieds la concertation sociale et l'avenir du secteur.

Depuis des années et, plus encore depuis le 7 mars 2023 et le séisme de la franchise des 128 magasins Delhaize, le front commun syndical du commerce est demandeur d'avoir un dialogue au sein des 5 commissions paritaires (CP) du secteur. Et ce, afin d'éviter tout dumping social intra secteur et de garder des conditions d'emploi correctes. Le paysage du commerce évolue, les CP doivent aussi évoluer !

C'est sans compter sur un banc patronal conservateur, avide de dérégulation et qui voit dans le futur gouvernement un partenaire qui l'aidera à déréguler plus encore.

Lundi 18 novembre devait se tenir une réunion des 5 CP du commerce. C'est par e-mail que les organisations syndicales ont appris qu'à nouveau, le banc patronal avait manqué de temps pour consulter. Un mail « sec » : deux lignes qui renvoient les centaines de milliers de travailleurs du commerce dans les cordes.

Le front commun syndical est unanime et désapprouve la façon dont la réunion de lundi sur l'harmonisation de 5 CP du commerce a été unilatéralement annulée par les fédérations d'employeurs. Ce n'est pas la première fois que cela arrive.

C'est faire preuve d'un très grand manque de respect que d'agir de la sorte qui plus est, sans vraiment d'explication. Le front commun syndical a bien senti, singulièrement lors de la dernière réunion, qu'il n'y avait aucune volonté de la part du banc patronal d'avancer sur des solutions novatrices et équitables au sein des champs de compétences des différentes CP.

Côté syndical, nous sommes des interlocuteurs responsables et nous jouons loyalement par rapport à toutes les enseignes. Nous avons rédigé une note complète sur le sujet : celle-ci pourrait à tout le moins être discutée au lieu d'être reportée au calendes grecques.

Nous voulons que les champs de compétences des CP permettent une application loyale de la législation et que cesse le dumping social intra sectoriel que certains installent depuis des années.

Nous avons en face de nous un banc patronal, bien plus intéressé à garder ses membres qui se dirigent vers la franchise et qui préfère faire du lobby auprès des partis politiques en lieu et place de jouer la carte de la concertation sociale. Nous pouvons dresser le même constat au sujet de la mise en place d'une table ronde sur l'avenir du commerce, sans cesse reportée. Entre e-commerce, franchise, commerce transfrontalier, il y a pourtant tant de débats à mener !

Nous avons l'impression d'être menés en bateau depuis des mois et que le banc patronal attend juste que les partis de droite harmonisent les champs de compétences eux-mêmes, en « soldant » les

conditions de travail dans le commerce. A nouveau, le banc patronal met son pied sur la concertation sociale et sur l'avenir du secteur. Leur comportement est irresponsable et méprisant.

Nous remercions les Présidents de CP pour le soutien constant afin que les débats puissent avoir lieu sereinement.

Il est évident que nous ferons connaître largement l'attitude scandaleuse du banc patronal !

Un employeur averti en vaut deux.

Pour rappel, les partis qui formeront vraisemblablement le futur gouvernement veulent :

- supprimer le jour de fermeture obligatoire dans le commerce,
- annualiser, sans encadrement, le temps de travail. Bref des contrats zéro heure !
- plus de durée minimum journalière ou mensuelle
- faciliter les heures supplémentaires,
- supprimer l'interdiction du travail du dimanche,
- changer la notion de travail de nuit,
- élargir les possibilités de flexi-job dans le commerce
- élargir le travail étudiant...

Bref faire de l'emploi dans le commerce un « bullshit » job !

Aujourd'hui, on vit d'un travail dans le commerce. A l'avenir, où sera l'emploi qualitatif ? Demain, les travailleurs du commerce se retrouveront au chômage parce que remplacé par des flexi-jobbers ou étudiants. Et après deux ans, on leur dira « vous n'avez plus droit aux allocations de chômage »...

Contacts

Myriam Delmée (FR), Présidente SETCa

+32 474 74 44 04 | MDelmee@setca-fgtb.be

Valérie Van Wallegghem (FR), Secrétaire fédérale SETCa

+32 473 81 29 65 | VVanWallegghem@setca-fgtb.be

Myriam Djegham (FR), Secrétaire nationale Commerce CNE

+32 474 55 2147

Wilson Wellens, Responsable sectoriel CGSLB

+32 476 88 36 52

Jan De Weghe (NL), Secrétaire fédéral SETCa

+32 475 57 64 48 | JDeWeghe@bbtk-abvv.be

Kristel Vandamme (NL), Coordinatrice générale retail ACV Puls

+32 477 34 99 50



SETCa
FGTB



BBTK
ABVV



never work alone



L'avenir a son syndicat



LIBERALE VAKBOND



SYNDICAT LIBERAL